

ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES



ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS

**ASSOCIATION DES BANQUES
CENTRALES AFRICAINES (ABCA)**

**40^e REUNION ORDINAIRE
DU CONSEIL DES GOUVERNEURS DE L'ABCA**

(Pretoria, Afrique du Sud, le 16 août 2017)

**RAPPORT D'ETAPE SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME
DE COOPERATION MONETAIRE EN AFRIQUE (PCMA) EN 2016**

Résumé

I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'année 2016 a été marquée par une croissance modérée de l'activité économique à l'échelle mondiale. Selon les dernières prévisions de croissance publiées par le FMI en avril 2017, la croissance économique devrait se situer à 3,1% en 2016 contre 3,4% en 2015, en rapport principalement avec le ralentissement de la croissance dans la plupart des pays industrialisés.

Dans les pays avancés, l'activité économique s'est accrue de 1,7% en 2016, en repli de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cette décélération reflète essentiellement le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et dans la zone euro. En effet, aux Etats-Unis, le taux de croissance économique s'est établi à 1,6% en 2016 contre 2,6% un an plus tôt, en liaison avec la faiblesse de l'investissement des entreprises et la baisse des stocks de biens. Dans la zone euro, le taux de croissance est ramené de 2,0% en 2015 à 1,7% en 2016. En Grande-Bretagne, l'activité économique s'est inscrite en baisse, ressortant à 1,8% en 2016 contre 2,2% en 2015, sous l'effet principalement des craintes liées aux conséquences du BREXIT. Au Japon, le PIB est ressorti à 1,0% en 2016, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2015.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique a connu également un ralentissement. Le taux de croissance économique s'est situé à 4,1% en 2016 contre 4,2% en 2015. Cette évolution traduit la dégradation de la situation dans certains pays qui ont connu des difficultés tels que l'Inde et la Chine. En Inde, le taux de croissance est passé de 7,9% en 2015 à 6,8% en 2016. En Chine, il s'est replié de 0,2 point de pourcentage d'une année à l'autre pour s'établir à 6,7% en 2016, en dépit de l'expansion du crédit et de la nouvelle orientation de l'activité de l'industrie vers les services. En revanche, le PIB a augmenté respectivement de 2,6 points et de 0,2 point de pourcentage en Russie et au Brésil, nonobstant leurs niveaux négatifs de -0,2% et -3,6% en 2016.

Les perspectives économiques mondiales continueraient de se ressentir notamment des effets de la stagnation persistante de l'activité économique en Zone euro, son ralentissement en Chine et la modération des prix de l'énergie et des autres produits de base ainsi qu'un durcissement progressif de la politique monétaire attendu aux Etats-Unis dans le contexte d'une reprise économique. Pour soutenir la croissance économique, les banques centrales de la plupart des autres grands pays avancés pourraient maintenir leur politique monétaire accommodante.

L'inflation a connu des évolutions contrastées. Dans les pays avancés, le taux d'inflation a légèrement augmenté, demeurant toutefois en deçà des cibles des banques centrales. En effet, il est passé, en moyenne, de 0,3% en 2015 à 0,8% en 2016, en liaison avec la hausse des salaires et l'atténuation de la baisse des prix du pétrole. Dans les pays émergents et en développement, les prix à la consommation se sont accrus de 4,4% en 2016 après un taux de 4,7% en 2015, en rapport notamment avec la baisse des prix des produits de base.

Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié de 3,2% par rapport au dollar des Etats-Unis d'Amérique. Il valait 1,0541 dollar en décembre 2016 contre 1,0887 à la même période un an plus tôt. Cette évolution serait essentiellement liée aux différences dans les orientations des politiques monétaires de la Réserve fédérale américaine (Fed) et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

En Afrique, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 2,2% en 2016 et projeté à 3,4% en 2017, après celui de 3,4% enregistré en 2015. Cette décélération est en partie liée au ralentissement des économies de ses principaux partenaires, notamment la Chine. Elle s'expliquerait également par les conditions macroéconomiques difficiles dans

certaines pays africains, confrontés à la baisse des recettes d'exportation tirées du pétrole et des produits de base et aux insuffisances de fournitures d'énergie électrique. La croissance économique dans plusieurs pays est principalement tirée par la demande intérieure, dans un contexte d'amélioration de l'environnement des affaires et une augmentation des investissements publics, notamment dans le domaine des infrastructures. En ce qui concerne les échanges extérieurs, la conjoncture économique mondiale peu favorable a induit en 2016 une demande extérieure modérée, notamment dans les pays avancés et dans une moindre mesure dans les économies émergentes. La valeur des exportations de biens a également subi l'impact négatif de la chute des prix à l'exportation. Les exportations africaines se sont redressées en 2016, en raison de la reprise économique modérée à l'échelle mondiale. Au niveau de l'offre, les projections restent globalement favorables, mais fortement tributaires de l'évolution de l'environnement économique international dans la plupart des pays. En outre, les incertitudes liées à l'instabilité (politique et sécuritaire) dans certains pays pourraient constituer les principaux facteurs de risques susceptibles de peser sur la croissance en Afrique.

II - EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES DIFFERENTES SOUS- REGIONS

2.1. Sous-région de l'Afrique du Nord

2.1.1. Croissance économique

Les performances macroéconomiques de la sous-région de l'Afrique du Nord sont mitigées, en raison du contexte international difficile, caractérisé par le ralentissement de l'économie mondiale et la persistance de la faiblesse des prix des produits de base, notamment le pétrole. A l'exception de la Libye et de la Mauritanie qui ont enregistré une amélioration de la croissance économique, les autres pays de la sous-région ont connu un ralentissement de l'activité économique. Au Soudan, en Algérie et en Tunisie, le taux de croissance économique s'est établi respectivement à 3,0%, 3,5% et 1,0% en 2016, en repli respectivement de 1,9, 0,3 et 0,2 point de pourcentage par rapport à 2015. En Egypte, le taux de croissance économique est passé de 4,4% en 2015 à 4,3% en 2016.

Cette baisse de performance a été essentiellement due aux pertes de recettes pétrolières induites par le faible niveau des prix du pétrole, notamment au Soudan et en Égypte. Elle s'expliquerait par ailleurs par les exigences sécuritaires et les difficultés liées au climat social, en particulier en Tunisie. En revanche, la Mauritanie a affiché un taux de croissance de 1,8% en 2016 contre 0,9% un an plus tôt. Cette accélération de la croissance a été impulsée essentiellement par la bonne orientation et la production dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche ainsi que les réformes structurelles entreprises, visant à consolider la stabilité macroéconomique et à diversifier l'économie, en vue de réduire sa vulnérabilité aux chocs exogènes. L'activité économique en Libye continue d'être affectée par la persistance de l'instabilité politique et sécuritaire. Le PIB s'est accru de 30,6 points de pourcentage, passant de -43,3% en 2015 à -12,7% en 2016. Cette évolution traduit l'amélioration de la production pétrolière, en relation principalement avec l'exemption du plafond d'approvisionnement de l'OPEP et la reprise des ports de l'Est du pays ainsi qu'à la réouverture de certains puits pétroliers.

2.1.2. Inflation

Hormis la Tunisie, l'inflation a enregistré une augmentation dans tous les pays de la sous-région en 2016. Elle a été plus forte en Libye, atteignant 25,9% en 2016 contre 9,8% l'année précédente. En Egypte, le taux d'inflation s'est établi à 13,8% en 2016

contre 10,4% en 2015. La hausse de l'inflation dans ces deux pays est principalement le fait de la dépréciation de leurs monnaies par rapport aux principales devises. En Algérie, en Mauritanie et au Soudan, le taux d'inflation est passé, entre 2015 et 2016, respectivement de 4,8% à 6,4%, de 0,5% à 1,5% et de 16,9% à 17,6%, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires. Par contre, le taux d'inflation est ressorti à 3,7% en 2016 en Tunisie, en repli de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2015.

2.1.3. Finances publiques

Les programmes de réformes économiques adoptés dans la sous-région ont contribué à infléchir le ratio du déficit budgétaire par rapport au PIB dans certains pays, traduisant une amélioration de la situation des finances publiques. En Libye, le déficit budgétaire est ressorti à 95,3% du PIB en 2016, après celui de 128,3% observé l'année précédente. Cette amélioration est le reflet de l'impact du plan d'action mis en place par le Gouvernement, en vue de contenir les dépenses de fonctionnement, à travers notamment la diminution de la masse salariale du secteur public et la réforme de la politique des subventions publiques. En Mauritanie et en Algérie, le déficit budgétaire par rapport au PIB s'est situé respectivement à 0,1% et 13,7% en 2016 contre 3,4% et 15,4% en 2015. En revanche, le déficit budgétaire s'est creusé au Soudan, en Tunisie et en Egypte, en s'établissant respectivement à 2,1%, 5,7% et 12,5% du PIB en 2016 contre 1,2%, 4,8% et 11,5% en 2015. Cette évolution est principalement liée à l'augmentation des dépenses dans la plupart de ces pays, en particulier les dépenses en capital en Egypte.

2.1.4. Secteur extérieur

Les réserves brutes des pays de la sous-région sont passées entre 2015 et 2016, de 27,2 mois d'importation en 2015 à 22,2 mois en Algérie, de 3,3 mois d'importation à 3,1 mois en Egypte, de 22,1 mois à 18,1 mois en Libye, de 2,0 mois à 1,0 mois au Soudan et de 4,2 mois à 3,7 mois d'importation en Tunisie. La baisse du niveau des réserves brutes dans ces pays résulte essentiellement de la faiblesse des cours du pétrole. En Mauritanie, les réserves brutes sont demeurées à 3,9 mois d'importation en 2016.

2.2. Sous-région de l'Afrique de l'Ouest

2.2.1. Croissance économique

Les performances économiques ont été faibles dans la communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en raison du repli de l'activité économique, notamment au Nigeria. Le produit intérieur brut de la sous-région s'est accru de 0,1% en 2016 contre 3,3% un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement imputable à la faiblesse des prix des matières premières et la chute des prix du pétrole ainsi qu'à l'insécurité dans certains pays de la zone.

La croissance du PIB a été plus soutenue dans la plupart des Etats de l'UEMOA (6,8% en 2016 contre 6,6% en 2015), notamment en Côte d'Ivoire (9,3% en 2016 contre 9,2% en 2015), au Sénégal (6,6% en 2016 contre 6,5% en 2015), au Burkina (5,9% en 2016 contre 4,0% en 2015), au Niger (4,6% en 2016 contre 3,5% en 2015) et en Guinée Bissau (5,6% en 2016 contre 5,1% en 2015). Elle a été tirée principalement par les investissements importants réalisés dans les secteurs secondaire et tertiaire en Côte d'Ivoire, le dynamisme des secteurs miniers, de la construction et du transport ainsi que des services financiers au Sénégal, l'amélioration du climat politique au Burkina, la reprise de la production pétrolière au Niger et l'amélioration de la production agricole et de l'environnement socio-politique en Guinée-Bissau. Au Bénin, l'activité économique est

demeurée stable à 5,0% en 2016. En revanche, le PIB a reculé au Mali et au Togo de 0,6 et 0,3 point de pourcentage pour s'établir respectivement à 5,4% et 5,0% en 2016.

Dans la ZMAO, la croissance s'est décélérée, passant de 2,7% en 2015 à 0,7% en 2016, en rapport essentiellement avec la contraction de l'activité économique notamment au Nigeria, où le taux de croissance s'est situé à -1,5% en 2016 contre 2,8% un an plus tôt. Cette contre-performance économique enregistrée au Nigeria est principalement imputable aux contraintes liées à la distribution de carburant et à la disponibilité de devises ainsi qu'au climat des affaires. Elle résulte également des retards enregistrés dans l'adoption et la mise en œuvre du budget de l'année 2016. La croissance du PIB s'est également ralentie en Gambie, au Liberia et au Ghana pour ressortir respectivement à 2,2%, -0,5% et 3,5% en 2016 contre 4,3%, 0% et 3,8% en 2015. En revanche, le taux de croissance s'est accru en Sierra Leone (6,1%) et en Guinée (5,2%) en 2016, soit une augmentation de 26,6 points et 0,7 point de pourcentage respectivement. Cette bonne performance résulte essentiellement de la reprise de l'activité d'exploitation de minerai de fer en Sierra Leone, des améliorations notées dans les secteurs de l'exploitation minière, de l'électricité et du commerce en Guinée.

Au Cap Vert, le taux de croissance économique est passé de 1,1% en 2015 à 3,3% en 2016, sous l'effet essentiellement des progrès enregistrés dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme.

2.2.2. Inflation

Dans la CEDEAO, le taux d'inflation a connu une augmentation de 5,1 points de pourcentage d'une année à l'autre pour s'établir, en moyenne, à 13,5% en 2016. Les pressions inflationnistes sont principalement le fait de la transmission des effets de la dépréciation des monnaies nationales, et de la hausse des prix de l'énergie ainsi que celle des carburants, à la suite de la suppression des subventions dans certains Etats. Elles ont été plus fortes dans les pays de la ZMAO, et plus particulièrement au Nigeria, où le taux d'inflation est passé de 9,0% en 2015 à 15,7% en 2016. Dans cette zone, tous les pays ont connu une hausse dont les plus fortes ont été relevées en Sierra Leone (+2,7 points de pourcentage) et au Liberia(+0,9 point de pourcentage).

Au Cap Vert, le taux d'inflation s'est établi à -1,4% en 2016 contre 0,1% en 2015.

Dans les économies de l'UEMOA, les prix à la consommation se sont repliés, passant de 1,0% en 2015 à 0,3% en 2016, sous l'effet cumulé de la baisse des prix du carburant et de l'augmentation de l'offre, notamment la production céréalière à la faveur de la mise en œuvre de politiques agricoles appropriées par certains Etats. L'inflation a été faible, se situant largement en dessous de la moyenne communautaire. Les replis les plus importants ont été notés au Mali (-2,8 points de pourcentage), au Burkina (-1,2 point de pourcentage) et au Bénin (-1,1 point de pourcentage). En revanche, l'inflation s'est légèrement accrue respectivement de 0,7 point et 0,4 point de pourcentage au Sénégal et en Guinée-Bissau.

2.2.3. Finances publiques

Dans la zone de la CEDEAO, le déficit budgétaire hors dons s'est dégradé, passant de 2,9% du PIB en 2015 à 3,5% du PIB en 2016, en rapport avec les importants investissements dans les projets d'infrastructures et les dépenses publiques liées à la demande sociale ainsi que la baisse des recettes pétrolières dans certains grands pays exportateurs de pétrole. Le déficit budgétaire est passé au Ghana de 4,8% du PIB en 2015 à 10,4% en 2016, en Sierra Leone de 4,3% en 2015 à 7,7% en 2016, en Gambie, de 6,3% à 9,5% en 2016 et au Nigeria, de 1,7% à 2,2% en 2016. Dans les autres pays de la ZMAO, la situation des finances publiques a connu une amélioration. En Guinée, le

déficit budgétaire est ressorti à 0,2% du PIB en 2016 contre 6,9% du PIB en 2015. Le Liberia a connu un excédent budgétaire de 2,2% du PIB en 2016 contre un déficit de 1,2% du PIB un an plus tôt.

Au Cap Vert, le déficit budgétaire s'est replié, passant de 3,9% en 2015 du PIB à 3,6% en 2016.

Dans l'UEMOA, le déficit budgétaire hors dons s'est légèrement amélioré, s'établissant à 6,3% du PIB en 2016 contre 6,5% en 2015. L'amélioration de la situation des finances publiques dans cette zone est imputable à la baisse des dépenses liées aux importations de pétrole, à la suite de la baisse des prix de cette matière première et à la rationalisation des dépenses dans la plupart des pays. Les améliorations les plus importantes ont été notées au Togo (2,0% du PIB en 2016 contre 6,2% en 2015), au Bénin (3,9% du PIB en 2016 contre 7,9% en 2015), en Guinée-Bissau (4,0% du PIB en 2016 contre 7,9% en 2015) et au Niger (6,0% du PIB en 2016 contre 9,2% en 2015). En revanche, une dégradation de la situation des finances publiques a été enregistrée au Mali (4,3% du PIB en 2016 contre 1,8% en 2015), au Burkina ((3,1% du PIB en 2016 contre 2,0% en 2015) et en Côte d'Ivoire (4,0% du PIB en 2016 contre 2,9% en 2015).

2.2.4. Secteur extérieur

Le déficit courant de la CEDEAO devrait s'améliorer à 1,1% du PIB en 2016, après celui de 4,2% enregistré un an plus tôt, grâce au développement du secteur extérieur dans certains pays, notamment au Nigeria. Dans la ZMAO, le déficit courant devrait s'établir à 0,5% du PIB en 2016 contre 3,9% du PIB en 2015, en liaison avec l'amélioration notée dans les transactions courantes attendues dans toutes les économies de la zone, à l'exception de la Guinée. Le déficit courant est passé de 3,2% en 2015 à 0,7% en 2016 au Nigeria, de 7,6% à 6,6% au Ghana, de 14,0% à 10,3% en Gambie, de 41,6% à 15,5% au Liberia et de 17,6% à 11,3% en Sierra Leone. En revanche, le déficit courant s'est aggravé en Guinée, ressortant à 32,6% en 2016 contre 11,7% en 2015.

Au Cap Vert, le compte courant a connu une amélioration. Le déficit courant est passé de 5,0% en 2015 à 3,8% en 2016.

Dans l'UEMOA, le déficit courant devrait se situer à 4,9% en 2016 contre 6,0% en 2015. Tous les pays de la zone ont connu des déficits de leur compte courant, à l'exception de la Guinée-Bissau où le compte courant est passé de +2,1% en 2015 du PIB à +0,1% du PIB en 2016. Dans les autres pays, le déficit du compte courant s'est amélioré, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Niger. Il est passé de 8,8% en 2015 à 6,9% en 2016 au Bénin, de 8,0% en 2015 à 7,4% en 2016 au Burkina, de 3,6% en 2015 à 2,9% en 2016 au Mali, de 6,9% en 2015 à 5,7% en 2016 au Sénégal et de 10,8% en 2015 à 7,0% en 2016 au Togo. En Côte d'Ivoire, il est demeuré stable à 0,6% du PIB en 2016. En revanche, au Niger, le déficit s'est aggravé, en ressortissant à 20,7% du PIB en 2016 contre 13,9% du PIB en 2015.

2.3. Sous-région de l'Afrique Centrale

2.3.1. Croissance économique

La situation économique en Afrique Centrale a été caractérisée en 2016 par le ralentissement de l'activité économique dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et en République Démocratique du Congo (RDC), ainsi qu'en République Démocratique de São Tome e Principe.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de la CEMAC est estimé à 0,2% en 2016 contre 1,6% en 2015. Cette évolution est imputable essentiellement au repli des activités du secteur pétrolier. La croissance en 2016 a été tirée notamment par le dynamisme du secteur tertiaire, avec une contribution de 1,2 point contre 1,0 point en

2015. Par pays, le taux de croissance s'accroît en République Centrafricaine (+5,1% en 2016 contre +4,9% en 2015). En dépit de la récession observée en Guinée-Equatoriale, l'activité économique a connu une amélioration (-5,9% en 2016 contre -9,5% en 2015). En revanche, un ralentissement de l'activité économique a été enregistré dans les autres Etats, notamment au Cameroun (+4,7% en 2016 contre +5,8% en 2015) et au Gabon (+2,1% en 2016 contre +2,9% en 2015). Le Congo (-2,8% contre +2,6% en 2015) et le Tchad (-4,2% en 2016 contre +2,5% en 2015) seraient également en récession. Les mauvaises performances économiques dans ces pays sont le reflet notamment de la baisse des prix des produits pétroliers.

En RDC, les estimations tablent sur un taux de croissance de 2,4% en 2016 contre 6,9% en 2015, en rapport notamment avec les contre-performances du secteur primaire, résultant de l'effet conjugué de la baisse de la production des activités extractives et du faible niveau des cours des matières premières sur le marché international. Le principal moteur de la croissance a été le secteur tertiaire et dans une moindre mesure, le secteur secondaire, sous l'effet principalement de la bonne orientation de l'activité des industries alimentaires, boissons et tabac.

A São Tomé e Príncipe, le taux de croissance économique s'est situé à 5,0% en 2016 contre 5,3 % en 2015. La croissance a été soutenue par les exportations de services, notamment le tourisme, et du dynamisme des secteurs de la pêche et de l'agriculture.

2.3.2. Inflation

Dans la CEMAC, les prix à la consommation ont connu un fléchissement, ressortant à 1,1% en 2016 contre 2,5% un an plus tôt. Le taux d'inflation s'est situé à 0,9% en 2016 contre 2,9% en 2015 au Cameroun, à 1,4% en 2016 contre 1,7% en 2015 en Guinée-Equatoriale et à -1,6% en 2016 contre 3,7% en 2016 au Tchad. En revanche, les tensions inflationnistes se sont accentuées dans les autres pays. Le taux d'inflation est passé, en République centrafricaine, de 2,0% en 2016 à 2,7% en 2015, au Congo, de 2,7% en 2016 à 4,6% en 2015, et au Gabon de -0,3% en 2016 à 2,1% en 2015.

En RDC, le taux d'inflation s'est accru de 17,5 points de pourcentage pour se situer à 18,2% en 2016. Cette évolution est principalement liée à la dépréciation de la monnaie, dans un contexte d'expansion des agrégats monétaires, résultant de la dégradation continue de la situation financière de l'Etat.

A São Tomé e Príncipe, le taux d'inflation s'est établi à 5,1% en 2016 contre 4,0% en 2015, en rapport essentiellement avec l'évolution des prix des produits alimentaires et des boissons non alcooliques.

2.3.3. Finances publiques

Globalement, la situation des finances s'est dégradée en 2016 dans la sous-région. Dans la CEMAC, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, s'est situé à 8,4% du PIB en 2016, en détérioration de 4,2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Comme en 2015, tous les pays de la CEMAC enregistreraient un déficit en 2016. Hormis la République Centrafricaine, le déficit budgétaire s'est aggravé dans tous les pays, dont les plus importants ont été notés en Guinée Equatoriale (de 3,8% du PIB en 2015 à 14,8% du PIB en 2016), au Gabon (de 1,1% en 2015 à 5,1% en 2016), au Cameroun (de 2,0% en 2015 à 5,9% en 2016) et au Congo (de 18,6% en 2015 à 21,4% en 2016). Au Tchad, le déficit budgétaire en pourcentage du PIB est passé de 1,8% à 4,2% d'une année à l'autre. Par contre, en République Centrafricaine, il s'est amélioré, ressortant à 4,9% en 2016 contre 8,1% en 2015. Les grandes tendances des finances publiques dans la CEMAC en 2016 ont été marquées notamment par une baisse des recettes budgétaires de 22,2%, résultant de l'effet conjugué de la faiblesse des cours du

pétrole (-40,2%) et de celle des ressources non pétrolières (-9,9%). Ces évolutions n'ont pas pu être compensées par la contraction des dépenses budgétaires (-2,3%).

En RDC, la situation des finances publiques s'est légèrement détériorée dans un contexte de chute drastique des recettes publiques, qui a entraîné un ajustement des dépenses publiques. Le déficit budgétaire de l'Etat s'est situé à 1,2% du PIB en 2016 contre 0,7% en 2015.

A São Tome e Principe, la situation des finances publiques a connu une amélioration en 2016 par rapport à l'année précédente, en dépit de la baisse des recettes totales (-7%). La bonne tenue des dépenses par le Gouvernement a permis de ramener le déficit budgétaire à 5,0% du PIB en 2016 contre 8,8% en 2015.

2.3.4. Secteur extérieur

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit du compte courant de la CEMAC s'est légèrement amélioré d'une année à l'autre, en ressortant à 15,2% du PIB en 2016 contre 15,8% du PIB en 2015. Le solde du compte courant ressortirait déficitaire dans tous les pays. A l'exception du Congo et du Gabon où il est ressorti respectivement à 68,6% et 6,4% du PIB en 2016 contre 46,8% et 0,6% du PIB en 2015, le solde du compte courant s'est amélioré dans tous les Etats. Le déficit courant est passé, de 2015 à 2016, de 18,2% du PIB à 9,4% du PIB en Guinée-Equatoriale, de 30,4% à 23,4% du PIB au Tchad, de 9,1% à 3,4% du PIB en République Centrafricaine et de 4,1% à 3,7% du PIB au Cameroun.

En RDC, le déficit du compte courant s'est replié pour se situer à 3,3% du PIB en 2016 contre 3,9% du PIB en 2015, en liaison avec la baisse des importations de biens et services.

A São Tome e Principe, il est attendu une amélioration du déficit courant en 2016, en rapport avec la hausse des exportations de biens et services.

2.4. La sous-région d'Afrique Australe¹

2.4.1. Croissance économique

Les performances économiques ont évolué de façon contrastée dans la sous-région de l'Afrique Australe. Le taux de croissance s'est accru, d'une année à l'autre, de 6,0 points, 1,0 point, 0,5 point et 0,2 point de pourcentage au Botswana, à Madagascar, en Zambie et en Angola pour ressortir respectivement à 4,3%, 4,1%, 3,4% et 1,1% en 2016. En revanche, le taux de croissance économique s'est replié dans les autres pays. La croissance du PIB est ramenée de 5,6% en 2015 à 0% en 2016 au Lesotho, de 5,3% à 0,2% en 2016 en Namibie, de 6,3% à 3,5% en 2016 au Mozambique, de 1,5% à 0,6% en 2016 au Swaziland, de 1,3% à 0,4% en Afrique du Sud et de 3,3% à 2,7% au Malawi. Ces mauvaises performances économiques sont dues essentiellement à la chute des prix des produits de base et à la baisse de l'activité dans les secteurs de l'énergie et de la construction. En outre, les effets d'entraînement de la sécheresse qui a sévit dans certains pays ont contribué à peser négativement sur l'activité économique.

2.4.2. Inflation

Hormis le Madagascar, le Botswana et le Malawi, tous les pays de la sous-région ont connu une hausse de l'inflation. Les plus importantes hausses ont été notées en Angola

1/ L'évaluation a été faite sur 10 des onze pays que compte la sous-région, les données du Zimbabwe n'ayant pas été reçues.

(+27,7 points de pourcentage), au Mozambique (+16,9 points de pourcentage) et en Zambie (+8,2 points de pourcentage), où le taux d'inflation s'est établi respectivement à 42,0%, 19,3% et 18,2% en 2016. Au Lesotho, en Namibie, en Swaziland et en Afrique du Sud, le taux d'inflation est passé, d'une année à l'autre, respectivement de 3,2% en 2015 à 6,6% en 2016, de 3,4% à 6,7% en 2016, de 5,0% à 7,8% en 2016 et de 4,6% à 6,3% en 2016.

En revanche, le taux d'inflation a baissé à Madagascar, au Botswana et au Malawi, passant respectivement de 6,7% en 2015 à 7,4% en 2016, de 21,9% à 21,7% et de 3,0% à 2,8% en 2016. Cette évolution a été essentiellement liée à l'atténuation des conditions monétaires, en relation avec l'appréciation de la monnaie nationale au Madagascar et à la baisse des taux directeurs au Botswana.

2.4.3. Finances publiques

La situation des finances publiques a évolué de façon contrastée dans la sous-région. Des dégradations du solde budgétaire ont été notées en 2016 dans certains pays, dont les plus importantes ont été enregistrées au Lesotho (-7,5% du PIB en 2016 contre +1,5% du PIB en 2015), au Botswana (-4,7% en 2016 contre +3,6% en 2015) et en Swaziland (-12,3% en 2016 contre -4,8% en 2015). L'Angola et le Malawi ont connu une détérioration de leur solde budgétaire, le déficit passant respectivement de 3,3% en 2015 à 5,9% en 2016 et de 2,8% à 4,7% en 2016.

En revanche, dans les autres pays, la situation des finances publiques s'est améliorée. En Zambie, Namibie et au Mozambique, le déficit budgétaire est ressorti respectivement à 5,8%, 6,3% et 5,7% du PIB en 2016 contre 9,4%, 8,3% et 7,4% du PIB un an plus tôt. Il est passé, d'une année à l'autre, de 3,7% à 2,2% et de 4,5% à 4,2% respectivement à Madagascar et en Afrique du Sud.

A l'exception de Madagascar, aucun pays de la sous-région n'a pu respecter le critère du déficit budgétaire inférieur à 3% du PIB au cours de la période 2015-2016.

2.4.4. Secteur externe

La baisse des exportations, due au repli des prix des produits de base et aux conditions climatiques dans certains pays, a induit une dégradation des comptes courants dans la sous-région.

Par conséquent, les réserves brutes n'ont pas été globalement suffisantes pour assurer la couverture des importations à un niveau satisfaisant. Nonobstant la légère amélioration des réserves de change, la moyenne étant passée de 5,6 mois à 5,7 mois d'importations, la plupart des pays n'ont pas pu respecter le critère de 6 mois minimum de couverture des importations par les réserves de change. Seuls le Botswana (16,7 mois d'importations) et l'Angola (10,5 mois) respecteraient ce critère contre 3 pays (Botswana avec 18,4 mois d'importation, Angola avec 7,7 mois et Lesotho avec 6,3 mois) un an plus tôt.

2.5. La sous-région d’Afrique de l’Est

2.5.1. Croissance économique

Les performances économiques de la sous-région² en 2016 ont été contrastées. Au Burundi, la croissance du PIB réel s'est située à 1,7% en 2016 contre -0,3% en 2015, en liaison principalement avec l'amélioration relative de la situation socio-politique. A Maurice et au Kenya, le PIB s'est accru de 0,5 et 0,1 point de pourcentage pour ressortir respectivement à 3,5% et 5,8% en 2016. En revanche, un ralentissement de l'activité économique a été noté en Ouganda et au Rwanda où le taux de croissance économique s'est établi à 4,7% et 6,5% en 2016 contre respectivement 5,0% et 7,3% un an plus tôt. Ce ralentissement de l'activité économique s'explique essentiellement par les mauvaises performances enregistrées dans le secteur industriel au Rwanda et les conditions climatiques peu favorables en Ouganda.

2.5.2. Inflation

Selon les données disponibles, à l'exception de Maurice, aucun pays de la sous-région n'a respecté le critère relatif à l'inflation. Toutefois, les tensions inflationnistes se sont atténuées dans la plupart des pays, à l'exception du Rwanda et de la Tanzanie. Le taux d'inflation s'est situé à 5,5% au Burundi, 6,3% au Kenya, 5,2% en Tanzanie et 5,5% aux Seychelles en 2016 contre respectivement 5,6%, 6,6%, 5,6% et 5,6% en 2015. En revanche, au Rwanda, les prix à la consommation se sont accrus, passant de 2,5% en 2015 à 5,7% en 2016, sous l'effet principalement de la hausse des prix des produits alimentaires et du coût du transport. En Ouganda, le taux d'inflation est ressorti à 5,5% en 2016, en hausse de 0,1 point de pourcentage d'une année à l'autre.

2.5.3. Finances publiques

Seules les Seychelles ont satisfait au critère relatif au déficit public en 2016, le déficit budgétaire (hors dons) rapporté au PIB étant ressorti à 0,4% du PIB en 2016 contre un excédent de 1,2% du PIB en 2015. En dépit du non-respect de ce critère par les autres pays de la sous-région, la situation de leurs finances publiques s'est améliorée, à l'exception de l'Ouganda et de Maurice où le déficit budgétaire est passé respectivement de 5,5% en 2015 à 6,6% en 2016 et de 3,6% à 4,2%. Au Kenya, au Rwanda et au Burundi, le déficit public s'est établi à 8,1%, 9,5%, 8,5% du PIB en 2016 contre respectivement 11,0%, 12,2% et 11,1% du PIB un an plus tôt. En Tanzanie, il est ramené de 4,3% du PIB en 2015 à 4,0% du PIB en 2016.

2.5.4. Secteur externe

En dépit du non-respect du critère relatif à la couverture des importations par les réserves brutes par les pays de la sous-région (à l'exception de Maurice), les comptes courants de certains pays ont enregistré une amélioration. Les réserves brutes se sont situées à Maurice à 9,3 mois d'importations en 2016 contre 7,7 mois en 2015. Au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie, elles sont passées de 5,1, 3,7 et 3,9 mois d'importation en 2015 à respectivement 5,5, 3,9 et 4,2 mois d'importations en 2016.

En revanche, la faiblesse des prix des matières premières a contribué à une détérioration des comptes courants dans les autres pays de la sous-région. Au Burundi, les réserves brutes se sont établies à 1,4 mois d'importation en 2016 contre 2,3 mois en 2015. En Ouganda et aux Seychelles, elles se sont repliées de 0,2 mois d'importation pour ressortir respectivement à 5,1 et 4,1 mois d'importation en 2016.

2/ 4 pays (sur 11 pays) de cette sous-région n'ont pas communiqué leur rapport sur le PCMA. Il s'agit des Comores, du Djibouti, de l'Ethiopie et de la Somalie.

III – Mise en œuvre du Programme de Coopération monétaire en Afrique (PCMA) en 2015

Lors de sa réunion tenue en août 2015 à Malabo, le Conseil des Gouverneurs a décidé la prolongation de la phase III du PCMA pour une période supplémentaire de deux ans, consécutive aux difficultés persistantes rencontrées par les pays membres en général pour remplir les critères de premier rang du PCMA, en raison de l'impact négatif de la situation internationale et de la hausse des dépenses en capital pour combler les déficits en infrastructures. Les Gouverneurs avaient en outre demandé la mise en place d'un Groupe d'Experts des Banques Centrales membres du Bureau de l'ABCA, chargé d'affiner les critères de convergence macroéconomique, en termes de définition et de mesure et d'assurer leur harmonisation aux plans sous-régional et continental.

Pour cette phase, les normes des critères de convergence de premier rang sont indiqués ci-après :

- Déficit budgétaire global / PIB \leq 3 % ;
- Elimination du financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ;
- Taux d'inflation $<$ 5 % ;
- Réserves extérieures / Importations \geq 6 mois.

À la fin de la première année de la deuxième période de prolongation de la phase III, relative à la mise en œuvre du PCMA, la performance des États quant au respect des critères de convergence n'était toujours pas satisfaisante, en liaison notamment avec les incidences négatives de la conjoncture internationale. Par conséquent, les Gouverneurs avaient décidé, lors de leur session ordinaire tenue le 19 août 2016 à Abuja, d'encourager les sous-régions à intensifier les efforts dans la mise en œuvre des réformes structurelles visant à diversifier leurs économies, à améliorer l'environnement des affaires et à promouvoir le commerce intra-régional, en vue de renforcer la résilience des économies africaines face aux chocs extérieurs.

L'analyse des performances des pays membres sur la base des données préliminaires révèle qu'aucun pays sur les 46³ (soit 0%) n'a respecté tous les critères de premier rang en 2016 contre un seul pays sur 48 (soit 2,1%) en 2015. Ces résultats sont liés essentiellement à la persistance des mauvaises performances par rapport aux critères relatifs aux réserves de change en mois d'importations et au déficit budgétaire, dont le ratio de conformité est respectivement de 15,2% et 19,6% en 2016 contre 14,6% et 31,9% en 2015. A l'instar de l'année précédente, le critère relatif à l'élimination du financement du déficit budgétaire par la banque centrale était mieux rempli (51,1% en 2016 contre 55,3% en 2015).

3/ Certains pays n'ont pas transmis leurs données macroéconomiques.

Conclusion

Sur la base des estimations des données macroéconomiques de l'année 2016, il est à relever qu'à la deuxième année de la deuxième période de prolongation de la phase III du PCMA, aucun pays ne respecte à la fois les quatre critères de premier rang.

Dans ces conditions, les efforts de transformation structurelle des économies africaines et d'approfondissement de l'intégration économique et monétaire des sous-régions sur le continent devraient être poursuivis.

En plus des efforts des Etats, la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Groupe de travail chargé d'affiner les critères de convergence du PCMA devrait permettre d'améliorer les taux de conformité aux critères de convergence.

PERFORMANCES PAR RAPPORT AUX CRITERES DE PREMIER RANG EN 2016

Sous-régions	Déficit Budgétaire / PIB ≤ 3.0%		Inflation ≤ 5.0%		Financement BC = 0 (en milliards)		Réserves ≥ 6 mois		Nbre de critères respectés	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
AFRIQUE DU NORD										
Algeria	-15,4	-13,7	4,8	6,4	0,0	10,0	27,2	22,2	3	1
Egypt	-11,5	-12,5	10,4	13,8			3,3	3,1	0	0
Libya	-128,3	-95,3	9,8	25,9	177,9	224,9	22,1	18,1	1	1
Mauritania	-3,4	-0,1	0,5	1,5	0,0	0,0	3,9	3,9	2	3
Sudan	-1,2	-2,1	16,9	17,6	5,5	6,5	2,0	1,0	1	1
Tunisia	-4,8	-5,7	4,9	3,7	0,0	0,0	4,2	3,7	2	2
Total des pays qui ont déclaré	6	6	6	6	5	5	6	6		
Total des pays qui ont répondu aux critères	1	2	3	2	3	2	2	2		
Pourcentage (%)	16,67	33,33	50,00	33,33	60,00	40,00	33,33	33,33		
AFRIQUE DE L'OUEST	-2,9	-3,5	8,4	13,5	0	1	6,1	6		
UMOA	-6,5	-6,3	1,0	0,3	0,0	0,0	5,1	4,4		
Benin	-7,9	-3,9	0,3	-0,8	0,0	0,0	5,1	4,4	2	1
Burkina Faso	-2,0	-3,1	1,0	-0,2	0,0	0,0	5,1	4,4	3	1
Cabo Verde	-3,9	-3,6	0,1	-1,4	0,0	0,0	6,4	6,6	3	2
Cote d'Ivoire	-2,9	-4,0	1,3	0,7	0,0	0,0	5,1	4,4	3	2
The Gambia*	-6,3	-9,5	6,2	6,7	26,9	29,7	2,5	2,4	0	0
Ghana*	-4,8	-10,4	17,1	17,5	-2,4	10,1	3,6	4,2	0	0
Guinea	-6,9	0,2	8,2	8,2	19,9	0,0	2,3	1,5	0	2
Guinea-Bissau	-7,9	-4,0	1,4	1,8	0,0	0,0	5,1	4,4	2	2
Liberia	-1,2	2,2	7,9	8,8	0,0	0,0	2,3	3,3	2	2
Mali	-1,8	-4,3	1,4	-1,4	0,0	0,0	5,1	4,4	3	1
Niger	-9,2	-6,0	1,0	0,2	0,0	0,0	5,1	4,4	2	2
Nigeria	-1,7	-2,2	9,0	15,7	0,0	0,0	5,6	7,7	2	3
Senegal	-4,8	-4,3	0,1	0,8	0,0	0,0	5,1	4,4	2	2
Sierra Leone*	-4,3	-7,7	8,1	10,8	-2,2	33,4	4,6	5,3	0	0
Togo	-6,2	-2,0	1,8	0,9	0,0	0,0	5,1	4,4	2	3
Total des pays qui ont déclaré	15	15	15	15	15	15	15	15		
Total des pays qui ont répondu aux critères	5	4	9	5	11	12	1	2		
Pourcentage (%)	33,33	26,67	60,00	33,33	73,33	80,00	6,67	13,33		
AFRIQUE CENTRALE										
CEMAC	-4,2	-8,4	2,5	1,1						
Cameroon	-2,0	-5,9	2,7	0,9	6,2	9,7	5,6	3,4	2	1
Central Africa Republic	-8,1	-4,9	2,0	2,7	124,4	102,1	4,9	5,8	1	1
Congo	-18,6	-21,4	2,7	4,6	61,9	60,7	3,3	1,5	1	1
Gabon	-1,1	-5,1	-0,3	2,1	43,4	33,1	4,9	2,2	1	1
Equatorial Guinea	-3,8	-14,8	1,7	1,4	242,0	358,7	2,5	0,2	1	1
Chad	-1,8	-4,2	3,7	-1,6	103,9	114,1	1,0	0,1	2	0
DRC	-0,7	-1,2	0,7	18,2	0,0	0,1	1,3	0,9	3	1
São Tome and Principe	-8,8	-5,0	4,0	5,1	0,0	0,0	5,6	4,7	2	1
Total des pays qui ont déclaré	8	8	8	8	8	8	8	8		
Total des pays qui ont répondu aux critères	4	1	7	5	2	1	0	0		
Pourcentage (%)	50,00	12,50	87,50	62,50	25,00	12,50	0,00	0,00		

AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	-11,1	-8,5	5,6	5,5	36,9	134,9	2,3	1,4	0	0
Comoros									0	0
Kenya	-11	-8,1	6,6	6,3	0,6	0,7	5,1	5,5	0	0
Mauritius	-3,6	-4,2	1,3	1	0	0	7,7	9,3	3	3
Rwanda	-12,2	-9,5	2,5	5,7	0	0	3,7	3,9	2	1
Uganda	-5,5	-6,6	5,4	5,5	0	0	5,3	5,1	1	1
Tanzania	-4,3	-4,0	5,6	5,2	0	0	3,9	4,2	1	1
Djibouti									0	0
Ethiopia									0	0
Seychelles	1,2	-0,4	5,6	5,5	1185,1	1185,1	4,3	4,1	1	1
Somalia					0		3		1	0
Total des pays qui ont déclaré	7	7	7	7	8	7	8	7		
Total des pays qui ont répondu aux critères	1	1	2	1	5	4	1	1		
Pourcentage (%)	14,29	14,29	28,57	14,29	62,50	57,14	12,50	14,29		
AFRIQUE AUSTRALE										
Angola	-3,3	-5,9	14,3	42,0	1,8	3,1	7,7	10,5	1	1
Botswana	3,6	-4,7	3,0	2,8	0,0	0,0	18,4	16,7	4	3
Lesotho	1,5	-7,5	3,2	6,6	4,4	4,5	6,3	4,6	3	0
Madagascar	-3,7	-2,2	7,4	6,7	14,5	8,0	2,9	3,9	0	1
Malawi	-2,8	-4,7	21,9	21,7	6,5	8,8	3,2	2,9	1	0
Moçambique	-7,4	-5,7	2,4	19,3	0,0	0,0	2,0	3,1	2	1
Namibia	-8,3	-6,3	3,4	6,7	0,0	0,0	2,8	2,9	2	1
South Africa	-4,5	-4,2	4,6	6,3	0,0	0,0	4,9	5,4	2	1
Swaziland	-4,8	-12,3	5,0	7,8	0,0	2,0	3,8	3,6	1	0
Zambia	-9,4	-5,8	10,0	18,2	0,3	2,5	4,3	3,6	0	0
Zimbabwe	-1,0		-2,4		0,0		2,0		2	0
Total des pays qui ont déclaré	11	10	11	10	11	10	11	10		
Total des pays qui ont respecté les critères	4	1	6	1	5	4	3	2		
Pourcentage (%)	36,36	10,00	54,55	10,00	45,45	40,00	27,27	20,00		
Total des pays qui ont déclarés	47	46	47	46	47	45	48	46		
Total des pays qui ont respecté les critères	15	9	27	14	26	23	7	7		
Pourcentage (%)	31,9	19,6	57,4	30,4	55,3	51,1	14,6	15,22		

* Financement du déficit par la Banque Centrale est en % des recettes fiscales de l'année précédente